

COMMUNE de MAUSSANE les ALPILLES

---ooOoo---

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20 décembre 2023

N°2023/12/20/04-OBJET : Organisation et gestion de l'accueil de type Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH). Choix du renouvellement du mode de gestion en délégation de service public.

Le vingt décembre deux mil vingt-trois à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maussane les Alpilles, régulièrement convoqué, conformément à l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, le quinze décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en réunion ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Christophe CARRÉ, Maire.

Etaient Présents : CARRÉ Jean-Christophe, FUSAT Marc, Fabienne CITI, Dominique STEKELOROM, Bernadette SAMUEL, REYNOUD Henri, Laurent JUGLARET à partir du point n°6, FABRE Thierry, LAFFITTE Patrick, WAJS Alexandre, Marie-Pierre CALLET

Pouvoirs : Mathieu BONARD a donné pouvoir à Jean-Christophe CARRÉ, Sébastien THOMAS à Marc FUSAT, Murielle GARZINO à Henri REYNOUD, Alain CHAIX à Marie-Pierre CALLET, Emilie GERMAIN à Alexandre WAJS

Absents excusés : Fanny ARSAC, Laurent JUGLARET jusqu'au point n°5 inclus, Lucie BABIN, Christine GARCIN-GOURILLON

Secrétaire de séance : Marie-Pierre CALLET

Rapporteur : Monsieur Jean-Christophe CARRÉ

Le Rapporteur informe l'assemblée que le comité Jeunesse, Education et Petite Enfance, a validé, en date du treize décembre deux mil vingt-trois, le renouvellement d'un service public d'organisation et de gestion d'ALSH, nouvellement dénommé règlementairement « Accueil Collectifs de Mineurs (ACM) » en direction des 3/11 ans et 12/17 ans en tranche optionnelle, et sa délégation sous la forme d'une délégation de service public.

Monsieur Jean-Christophe CARRÉ donne lecture du rapport de présentation.

Monsieur Jean-Christophe CARRÉ rappelle à l'assemblée le travail terminé par le comité éducation, enfance et jeunesse d'élaboration d'un projet éducatif.

Dans ce cadre, Monsieur Jean-Christophe CARRÉ précise que le rapport de présentation annexé à la présente délibération présente les activités qui font l'objet de la délégation, leur nature, les motifs qui ont conduit la collectivité à opter pour la délégation, l'économie générale du contrat, sa nature, sa durée et le mode de rémunération envisagé du délégataire.

Il y a donc lieu ce jour de se prononcer sur le principe de renouvellement d'un service public d'organisation et de gestion d'un Accueil Collectifs de Mineurs (ACM) en direction des 3/11 ans et 12/17 ans en tranche optionnelle, et sa dévolution sous la forme d'une délégation de service public.

Le conseil municipal, ouï l'exposé de Monsieur le Rapporteur, à l'unanimité des suffrages exprimés,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1411-1 et suivants,

Vu le rapport de présentation prévu à l'article L1411-4 du CGCT tel qu'annexé à la présente délibération

Vu l'avis du Comité Social territorial dans sa séance du 6 décembre 2023

Vu l'avis favorable du comité éducation, enfance et jeunesse en date du 13 décembre 2023

APPROUVE le renouvellement d'un service public d'organisation et de gestion d'un Accueil Collectifs de Mineurs (ACM) en direction des 3/11 ans et 12/17 ans en tranche optionnelle, et sa dévolution sous la forme d'une délégation de service public, selon les modalités exposées dans le rapport de présentation et pour une durée fixée à 3 (trois) ans à compter de la notification du contrat au titulaire ;

AUTORISE Monsieur le Maire à engager et conduire la procédure proprement dite

DONNE tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Maussane les Alpilles, en l'Hôtel de Ville les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme

Secrétaire de séance,

Marie-Pierre CALLET



Délibération exécutoire par sa publication et sa transmission en sous-préfecture d'Arles le 22 DEC. 2023

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Publication sur le site de la mairie le : 22 DEC. 2023



**MAUSSANE
LES ALPILLES**

RAPPORT DE PRESENTATION DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ORGANISATION D'UN ACCUEIL COLLECTIF DE MINEURS

PRÉSENTATION DU SERVICE :

Objet du service :

Organisation et gestion des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) de la commune de Maussane les Alpilles.

Nature des missions à accomplir :

- ***Organisation et gestion d'un ACM 3/5 ans et d'un ACM 6/11 ans sur les périodes suivantes :***
 - Les périodes de vacances scolaires sauf les vacances de Noël
 - Les mercredis durant les périodes scolaires
 - L'organisation a minima d'un mini séjour durant les vacances d'été et durant les vacances d'hiver
- ***(TRANCHE OPTIONNELLE) Organisation et gestion d'un ACM 12/17 ans sur les périodes suivantes :***
 - Une semaine durant les périodes des petites vacances scolaires sauf les vacances de Noël
 - Une semaine en juillet et une semaine en août
 - L'organisation a minima d'un mini séjour durant les vacances d'été et durant les vacances d'hiver

Périmètre et biens utilisés :

Les ACM seront organisés au sein du groupe scolaire Charles Piquet. L'ACM 3/5 ans se déroulera au sein des locaux de l'école préélémentaire et l'ACM 6/11 ans au sein des locaux de l'école élémentaire.

Par ailleurs et pour l'exécution du service public délégué, la mise à dispositions des équipements communaux sera favorisée pour l'exercice des activités et pour l'ACM des 12/17 ans (tranche optionnelle).

PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTES SOLUTIONS DE GESTION POSSIBLES :

Il existe deux grands modes de gestion des services publics locaux : la gestion directe et la gestion déléguée.

La gestion directe implique la gestion du service public par les moyens humains et matériels propres à la collectivité. La collectivité peut néanmoins recourir pour l'exécution de parties du service public à des prestataires privés mais il s'agit alors de marchés publics.

Conséquences de la régie directe pour la collectivité :

- Elle définit l'organisation et les orientations stratégiques du service public.
- Elle assume la responsabilité financière et technique des investissements et de l'exploitation du service.
- Elle assume la responsabilité opérationnelle du service.
- Elle est l'interlocuteur unique des usagers pour les questions portant : - Sur l'organisation et la vocation du service public - Sur les problèmes de fonctionnement quotidiens

Conséquences de la régie directe pour les opérateurs privés :

- Ils interviennent pour la Collectivité en suivant les règles de la commande publique.
- Ils assurent des prestations précises et limitées définies contractuellement.
- Leur responsabilité est limitée à la mission ponctuelle qui leur est confiée.
- Ils sont rémunérés forfaitairement indépendamment du fonctionnement global du service.
- Ils n'ont pas d'intérêt spécifique, autre que le respect des clauses contractuelles, à la pérennité du patrimoine et à la satisfaction des usagers.
- Ils ne rendent pas de comptes directement auprès des usagers.

La gestion déléguée implique la délégation du service public à un prestataire privé par un contrat de concession ou d'affermage.

La concession est le mode contractuel dans lequel le délégataire assume le financement des ouvrages nécessaires à l'exploitation du service en plus de son exploitation. L'affermage est le mode contractuel dans lequel les infrastructures nécessaires à l'exploitation du service sont fournies par la collectivité

Conséquences de la délégation de service public pour la Collectivité :

- Elle définit l'organisation et les orientations stratégiques du service.
- Elle peut choisir d'assumer la responsabilité financière et technique des investissements.
- Elle met au point et fait évoluer le cahier des charges de la délégation.
- Elle désigne le délégataire.
- Elle contrôle la bonne exécution de la mission et s'assure de la satisfaction des usagers.
- Elle est l'interlocuteur des usagers pour les questions d'organisation et d'orientation du service public.

Conséquences pour les opérateurs privés (délégataire) :

- Il assume la responsabilité technique et financière de l'exploitation du service.
- Il est l'interlocuteur direct des usagers pour les problèmes d'exploitation.
- Il est rémunéré en fonction de l'activité du service.
- Il est directement intéressé par le maintien du bon état du patrimoine et par la réalisation de gains de productivité.
- Les autres prestataires sont choisis directement par le délégataire. Ils ne sont pas liés contractuellement à la Collectivité, interviennent sous l'entière responsabilité du délégataire et sont rémunérés directement par lui.

Conséquences pour les usagers : Ils sont en contact à la fois avec la Collectivité et avec le concessionnaire.

RAISONS JUSTIFIANT LE RECOURS À UNE CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC :

Le mode d'exploitation en régie est écarté au profit de la délégation de service public au motif :

- Que la commune ne dispose pas des moyens humains nécessaires à la bonne gestion du service, aussi bien pour les tâches d'exécution mais surtout pour l'encadrement des actions et des fonctions support.
- Que par conséquent devant avoir recours à des prestations privées elle souhaite le faire dans le cadre dynamique offert par la délégation de service public plutôt que dans le cadre de la simple rémunération de prestations dans le cadre de marchés de services.
- Que la commune ne souhaite pas assumer la totalité du risque d'exploitation sur un service nouveau pour elle et pouvoir intéresser le prestataire privé à l'optimisation de la gestion du service public.

Le mode contractuel retenu pour la délégation de service public est l'affermage compte-tenu de la mise à disposition par la commune au futur délégataire des équipements nécessaires à l'exploitation du service.

PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU CONTRAT ENVISAGÉ :

Rappel des missions confiées au délégataire :

1) Un ACM 3/5 ans et d'un ACM 6/11 ans

- ACM du mercredi, repas et goûters inclus (surveillance et animations).
- ACM des vacances scolaires (sauf vacances de Noël), repas et gouters inclus (surveillance et animations).
- Organisation d'un mini-séjour d'une semaine durant les vacances d'hiver (du lundi au vendredi, séjour avec hébergement et transport compris, pension complète et activités).
- Organisation d'un séjour d'été d'une semaine durant les vacances d'été (du lundi au vendredi, séjour avec hébergement et transport compris, pension complète et activités)

2) (TRANCHE OPTIONNELLE) Un ACM 12/17 ans

- ACM d'une semaine durant chaque vacances scolaires (sauf vacances de Noël) (encadrement et activités).
- ACM d'une semaine en juillet et une semaine en août (encadrement et activités).
- Organisation d'un mini-séjour d'une semaine durant les vacances d'hiver (du lundi au vendredi, séjour avec hébergement et transport compris, pension complète et activités).
- Organisation d'un séjour d'été d'une semaine durant les vacances d'été (du lundi au vendredi, séjour avec hébergement et transport compris, pension complète et activités)

Rémunération du cocontractant et niveau des tarifs :

Le Délégataire assurera la gestion du service délégué à ses frais et risques (transfert d'un risque lié à l'exploitation du service), en se rémunérant principalement par :

- La perception des redevances auprès des usagers auxquels il applique le barème déterminé par la collectivité.
- La perception des prestations et des aides de la CAF : prestation de service ordinaire (PSO).
- Les subventions des autres organismes en fonction des projets mis en œuvre.
- Une rémunération de la collectivité issue des engagements du délégataire au travers d'un projet de service, d'objectifs de fréquentation et de compte d'exploitation prévisionnel y afférant. Cette rémunération sera une subvention forfaitaire d'exploitation.

1) Tarification des services rendus par le délégataire : ACM 3/5 ans et d'un ACM 6/11 ans :

Les tarifs sont fixés chaque année du 1^{er} jour de la rentrée scolaire à la fin des vacances d'été suivantes. Les tarifs sont dégressifs en fonction des ressources de la famille.

Le quotient familial détermine le tarif qui est appliqué à la famille. Il est calculé d'après les ressources annuelles perçues par le foyer. Il est basé sur le mode de calcul de la Caisse d'Allocations Familiales.

Le tarif comprend : le repas du midi et le goûter (selon la formule), les activités, les sorties, l'encadrement pédagogique, les assurances, les navettes pour les élémentaires.

La grille tarifaire en vigueur est la suivante :

A) Tarifs des mercredis 7h45 à 18h à la journée, aucun départ avant 16h. (Repas et Goûter compris).

	QF famille CAF 0 à 300	QF famille CAF 301 à 600	QF famille CAF 601 à 900	QF famille CAF 901 à 1200	QF famille CAF 1201 à 1400	QF famille CAF 1401 et plus
Maussanais	9€	10€	11€	13€	15€	17€
Extérieurs	11€	12€	13€	15€	17€	19€

Remise de 10% par enfant supplémentaire.

B) Tarifs des vacances scolaires à la journée 7h45 à 18h, aucun départ avant 16h. (Repas et Goûter compris).

	QF famille CAF 0 à 300	QF famille CAF 301 à 600	QF famille CAF 601 à 900	QF famille CAF 901 à 1200	QF famille CAF 1201 à 1400	QF famille CAF 1401 et plus
Maussanais	9€	10€	11€	13€	15€	17€
Extérieurs	11€	12€	13€	15€	17€	19€

C) Tarifs des vacances scolaires à la semaine 7h45 à 18h, aucun départ avant 16h. (Repas et Goûter compris).

	QF famille CAF 0 à 300	QF famille CAF 301 à 600	QF famille CAF 601 à 900	QF famille CAF 901 à 1200	QF famille CAF 1201 à 1400	QF famille CAF 1401 et plus
Maussanais	40€	45€	50€	60€	70€	80€
Extérieurs	50€	55€	60€	70€	85€	90€

2) Tarification des services rendus par le délégataire : Tranche optionnelle ACM 12/17 ans :

La grille tarifaire en vigueur est la suivante :

Tarifs des vacances scolaires à la semaine 9h30 à 16h30

	QF famille CAF inférieur à 600	QF famille CAF compris entre 601 et 1200	QF famille CAF supérieur à 1201 €
Maussanais	80 €	90 €	100 €

Durée du contrat :

3 ans

Sort des biens :

Les biens immeubles et meubles qui seront mis à disposition par la collectivité sont des biens de retour.

Les biens acquis par le délégataire pour l'exécution du service public sont des biens de reprise : la collectivité aura la possibilité de les racheter à leur valeur nette comptable en fin de délégation.

Modalités de contrôle par l'autorité délégante :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du CGCT, aux dispositions de l'article L. 3131-5 et R. 3131-2 et suivants du Code de la commande publique, le Délégataire produit chaque année avant le 1er juin à la Collectivité un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la DSP et une analyse de la qualité de service.

Tenue et mise à jour systématique par le délégataire avec pouvoirs de contrôle étendus de la collectivité de l'état du personnel affecté au service, inventaire des biens etc...

Pouvoir de sanction au profit de l'autorité délégante : pénalités, résiliation pour faute, mise en régie etc...